

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2016/205964]

Extrait de l'arrêt n° 148/2016 du 24 novembre 2016

Numéro du rôle : 6266

En cause : le recours en annulation des mots « , au 2 décembre 2013, » dans l'article 153, § 3, alinéa 3, de la « loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015 », inséré par l'article 77 de la loi du 17 juillet 2015 portant des dispositions diverses en matière de santé, introduit par Renaud Dumortier.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges A. Alen, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût et T. Giet, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 7 octobre 2015 et parvenue au greffe le 8 octobre 2015, un recours en annulation des mots « , au 2 décembre 2013, » dans l'article 153, § 3, alinéa 3, de la « loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015 », inséré par l'article 77 de la loi du 17 juillet 2015 portant des dispositions diverses en matière de santé (publiée au *Moniteur belge* du 17 août 2015) a été introduit par Renaud Dumortier, assisté et représenté par Me V. Letellier, avocat au barreau de Bruxelles.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. La partie requérante demande l'annulation des mots « , au 2 décembre 2013, » dans l'article 153, § 3, alinéa 3, de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé (ci-après : la loi du 10 mai 2015), inséré par l'article 77 de la loi du 17 juillet 2015 portant des dispositions diverses en matière de santé.

B.2.1. Depuis sa modification par l'article 77 attaqué, l'article 153, § 3, de la loi du 10 mai 2015 dispose :

« Par dérogation à l'article 72, § 1^{er}, les personnes qui ne satisfont pas aux conditions de qualification prévues à l'article 72, § 2, alinéa 2, mais qui, au moment de la publication de la liste des prestations ou la liste des actes de la profession paramédicale dont elles relèvent, ont exécuté ces prestations ou ces actes pendant au moins trois ans, peuvent continuer les mêmes activités dans les mêmes conditions que les praticiens des professions paramédicales effectuant ces prestations ou ces actes.

Par dérogation à l'article 72, § 1^{er}, les personnes qui ne satisfont pas aux conditions de qualification prévues à l'article 72, § 2, alinéa 2, pour leur profession paramédicale, pour laquelle il n'existe pas une formation au sens des conditions de qualification, visées ci-dessus, peuvent continuer les mêmes activités dans les mêmes conditions que les praticiens des professions paramédicales effectuant ces prestations ou ces actes, pour autant qu'ils exécutent ces prestations ou ces actes au moment où les premiers diplômes ont été délivrés, sanctionnant une formation qui correspond aux conditions, visées à l'article 72, § 2, alinéa 2.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et par dérogation à l'article 72, § 1^{er}, les personnes qui ne satisfont pas aux conditions de qualification prévues à l'article 72, § 2, alinéa 2, pour les professions de technologue en imagerie médicale ou de technologue de laboratoire médical, mais qui, au 2 décembre 2013, ont exécuté des actes de la profession de technologue en imagerie médicale ou de technologue de laboratoire médical pendant au moins trois ans, peuvent continuer à exercer les mêmes actes dans les mêmes conditions que les technologues en imagerie médicale ou les technologues de laboratoire médical effectuant ces actes.

Sous peine de perdre le bénéfice de la disposition de l'alinéa 1^{er} ou de l'alinéa 2 de ce paragraphe, elles sont tenues de se faire connaître au ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, selon une procédure fixée par le Roi; à cette occasion, elles font connaître les activités pour lesquelles elles invoquent le bénéfice des droits acquis. La procédure fixée par le Roi déterminera notamment la manière dont la preuve de l'exécution des prestations ou des actes visés à l'alinéa 1^{er}, sera rapportée ».

B.2.2. Depuis sa modification par l'article 171 de la loi du 10 mai 2015, l'article 72 de cette loi, auquel renvoie l'article 153 précité, dispose :

« § 1^{er}. Nul, en dehors des praticiens, visés à l'article 3, § 1^{er}, et aux articles 4, 6, 43, 68/1 et 68/2, pour ce qui concerne les prestations liées à leur art respectif, ne peut accomplir des prestations précisées en exécution de l'article 71, § 1^{er}, ou des actes visés à l'article 69, 2^o et 3^o, s'il n'est titulaire d'un agrément délivré par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

§ 2. Le Roi fixe, sur avis du Conseil national des professions paramédicales, les conditions et les règles pour l'obtention, le maintien et le retrait de l'agrément visé au paragraphe 1^{er}.

Cet agrément ne peut être accordé qu'aux personnes qui répondent aux conditions de qualification exigées, précisées en exécution de l'article 71, § 1^{er}, ou des actes visés à l'article 69, 2^o et 3^o.

§ 3. Les paragraphes 1^{er} et 2 ne concernent que les professionnels pour lesquels le Roi a déjà fixé l'entrée en vigueur conformément à l'article 183 de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales. Pour les autres professionnels, jusqu'au moment où le Roi aura fixé l'entrée en vigueur à leur égard conformément à l'article 183 de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales, les dispositions suivantes s'appliquent :

Nul, en dehors des praticiens, visés à l'article 3, § 1^{er}, et aux articles 4, 6, 43, 68/1 et 68/2 pour ce qui concerne les prestations liées à leur art respectif, ne peut accomplir des prestations précisées en exécution de l'article 71, § 1^{er}, ou des actes visés à l'article 69, 2^o et 3^o, s'il ne justifie des qualifications exigées et s'il n'a fait viser ses titres par la commission médicale prévue à l'article 118 et compétente en raison du lieu où il compte s'établir.

Lors de la formalité du visa, la commission procède à l'enregistrement de l'intéressé conformément aux modalités fixées par le Roi.

Le visa est octroyé contre paiement d'une redevance. Le Roi fixe les montants et les modalités de paiement de cette redevance ».

B.2.3. Les conditions requises pour exercer la profession de technologue de laboratoire médical sont fixées par l'arrêté royal du 2 juin 1993 « relatif à la profession de technologue de laboratoire médical ».

L'exercice de la profession est réservé aux personnes qui sont détentrices d'un diplôme sanctionnant une formation d'au moins trois ans dans le cadre d'un enseignement supérieur de plein exercice, qui ont effectué avec fruit un stage de 600 heures en chimie clinique, hématologie et microbiologie, attesté par un carnet de stage que le candidat doit tenir à jour et qui ont entrete nu et mis à jour leurs connaissances et leurs compétences professionnelles par une formation continue consistant en études personnelles et en participation à des activités de formation organisées par des institutions et organismes (article 3).

Les conditions pour l'exercice de la profession de technologue en imagerie médicale sont prescrites par l'arrêté royal du 28 février 1997 « relatif au titre professionnel et aux conditions de qualification requises pour l'exercice de la profession de technologue en imagerie médicale et portant fixation de la liste des actes dont celui-ci peut être chargé par un médecin ».

L'arrêté royal prévoit, en son article 3, des conditions similaires à celles qui sont prescrites pour l'exercice de la profession de technologue de laboratoire médical, en l'occurrence la détention d'un diplôme, l'accomplissement d'un stage et le suivi d'une formation continue.

B.2.4. Comme cela ressort de l'article 72, § 1^{er}, de la loi du 10 mai 2015, outre les qualifications prédécrites, les personnes qui souhaitent exercer la profession de technologue de laboratoire médical ou en imagerie médicale doivent être titulaires d'un agrément délivré par le ministre qui a la santé publique dans ses attributions.

Les conditions d'obtention de cet agrément ont été établies par l'arrêté royal du 18 novembre 2004 relatif à l'agrément des praticiens des professions paramédicales, dont l'article 20 a chargé le Roi de fixer la date d'entrée en vigueur, par profession paramédicale concernée.

Cette date a été fixée au 2 décembre 2013 pour les professions de technologue de laboratoire médical et de technologue en imagerie médicale par deux arrêtés royaux du 7 novembre 2013.

B.3. Le moyen unique est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec l'article 23, alinéa 3, 1^o, de la Constitution et avec l'article 6 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

La partie requérante allègue qu'en rétroagissant à la date du 2 décembre 2013, la disposition attaquée tient compte uniquement de l'expérience professionnelle utile acquise, excluant ainsi du bénéfice de la mesure les praticiens qui ont acquis trois ans d'expérience entre le 3 décembre 2013 et la date d'entrée en vigueur de la disposition attaquée, le 27 août 2015, sans que cela soit raisonnablement justifié.

Quant à la recevabilité du moyen

B.4.1. Le Conseil des ministres soutient, dans son mémoire, que le moyen unique n'est pas recevable, d'une part, au motif qu'il ne vise pas le principe de la non-rétroactivité des lois comme norme de référence, et, d'autre part, en ce qu'il ne permettrait pas de distinguer les catégories de personnes comparées.

B.4.2. Pour satisfaire aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les moyens de la requête doivent faire connaître, parmi les règles dont la Cour garantit le respect, celles qui seraient violées ainsi que les dispositions qui violeraient ces règles et exposer en quoi ces règles auraient été transgressées par ces dispositions.

B.4.3. Il ressort à suffisance de la requête que celle-ci dénonce l'existence d'une différence de traitement discriminatoire à l'égard des praticiens qui ont acquis trois années d'expérience professionnelle avant la date du 2 décembre 2013 et ceux qui ont acquis ces trois années d'expérience professionnelle entre le 3 décembre 2013 et le 27 août 2015, en ce que ces derniers ne peuvent bénéficier de la mesure transitoire prévue par l'article 77 attaqué.

B.4.4. L'exception est rejetée.

Quant au fond

B.5. C'est en règle au législateur qu'il appartient d'apprécier si un changement législatif doit s'accompagner de mesures transitoires afin de tenir compte des attentes légitimes des personnes concernées et c'est à lui qu'il revient de déterminer à quelles conditions et dans quels délais il sera dérogé à la disposition nouvelle à l'égard de ces personnes.

Le propre d'une règle transitoire est d'établir une distinction entre les personnes qui sont concernées par des situations juridiques qui entrent dans le champ d'application de cette règle et les personnes qui sont concernées par des situations juridiques qui entrent dans le champ d'application d'une règle nouvelle. Semblable distinction ne viole pas, en soi, les articles 10 et 11 de la Constitution : toute disposition transitoire serait impossible s'il était admis que de telles dispositions violent les dispositions constitutionnelles précitées par cela seul qu'elles s'écartent des conditions d'application de la législation nouvelle.

Les mesures transitoires doivent cependant être générales et fondées sur des critères objectifs et pertinents qui justifient les raisons pour lesquelles certaines personnes bénéficieront, à titre transitoire, de mesures dérogeant au régime établi par la norme nouvelle.

B.6.1. En ce qui concerne la mesure transitoire contenue dans la disposition attaquée, les travaux préparatoires de la loi du 17 juillet 2015 mentionnent :

« La présente disposition crée, dans l'article 54^{ter}, § 3, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, une nouvelle mesure transitoire, sous forme de ' droits acquis '. Les personnes qui exercent la profession de technologue en imagerie médicale ou de technologue de laboratoire médical alors qu'ils ne satisfont pas aux conditions de qualification définies pour ces professions, mais qui, à la date d'entrée en vigueur de l'agrément des praticiens des professions paramédicales pour leurs professions spécifiques, à savoir le 2 décembre 2013, ont exécuté des actes de l'une de ces professions pendant au moins trois ans, ont la possibilité de continuer à exercer cette profession dans les mêmes conditions.

Cette nouvelle mesure transitoire accordée aux personnes qui exercent la profession de technologue en imagerie médicale ou de technologue de laboratoire médical se justifie au regard du principe d'égalité.

Le personnel paramédical ne forme pas un tout.

Chaque profession paramédicale est une profession à part entière qui peut faire l'objet de dispositions particulières, en raison des spécificités propres à cette profession.

Les spécificités particulières des secteurs professionnels propres aux technologues en imagerie médicale et aux technologues de laboratoire médical justifient objectivement et raisonnablement l'adoption de la disposition légale projetée, afin d'éviter à un très grand nombre de praticiens de ces secteurs de perdre leur emploi et à leurs employeurs, hôpitaux, de ne plus pouvoir répondre à leurs besoins en personnel.

Vu l'écoulement d'une durée de plus ou moins vingt ans depuis la publication des arrêtés royaux fixant les conditions de qualification pour ces deux professions, une partie des mesures transitoires prévues à l'article 54^{ter} de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé n'est plus efficace, particulièrement les ' droits acquis ' qui sont une dérogation à la condition de nécessité d'un agrément et qui sont visés à l'article 54^{ter}, § 3, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 précité.

De ce fait, si la disposition projetée n'est pas adoptée, les hôpitaux seront pour leur part dans une situation particulièrement difficile, parce que trop peu de praticiens de ces professions obtiendront leur agrément pour répondre aux besoins en personnel.

D'autre part, il sera impossible aux écoles dispensant les formations de technologue en imagerie médicale et de technologue en laboratoire médical de dispenser dans les temps les formations nécessaires, pour pourvoir à ces besoins en personnel » (*Doc. parl*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-1161/001, pp. 60-62).

B.6.2. Il apparaît que le législateur a entendu, d'une part, éviter qu'un grand nombre de praticiens perdent leur emploi dès lors qu'ils ne remplissent pas les conditions de qualification définies pour leur profession mais peuvent se prévaloir d'une expérience suffisante et, d'autre part, faire en sorte que les hôpitaux puissent continuer à répondre à leurs besoins en personnel.

B.7. La mesure transitoire contenue dans la disposition en cause a un caractère général et repose sur un critère objectif, à savoir l'obligation de disposer d'une expérience professionnelle de trois années à la date du 2 décembre 2013.

B.8. La Cour doit toutefois examiner si le critère employé est pertinent par rapport aux objectifs poursuivis par le législateur et si la mesure ne porte pas atteinte, de manière disproportionnée, aux droits des professionnels qui ont acquis cette expérience de trois ans entre le 3 décembre 2013 et le 27 août 2015.

B.9. Comme cela ressort des travaux préparatoires de la disposition attaquée, le législateur a entendu préserver les droits acquis par les personnes qui exercent déjà la profession de technologue de laboratoire médical ou en imagerie médicale mais qui ne satisfont pas aux conditions de qualification requises pour ces professions. Il a, à cet égard, considéré que le fait d'avoir accompli les actes de l'une de ces professions durant trois années pouvait suffire à attester de la compétence requise dans le chef des professionnels concernés pour qu'ils puissent continuer à exercer leur profession. Quant à la date du 2 décembre 2013 à laquelle ces trois années d'expérience doivent être acquises, ce choix a été justifié par le fait qu'il s'agit de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal fixant les conditions d'agrément des praticiens des professions paramédicales.

Comme le relève le Conseil des ministres dans son mémoire, dès cette date, les praticiens concernés ne pouvaient ignorer que des conditions de qualification et d'agrément étaient requises pour l'exercice de leur profession.

Toutefois, comme cela ressort des travaux préparatoires de la loi, des mesures transitoires étaient prévues à l'article 54^{ter} de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, particulièrement en ce qui concerne les droits acquis qui constituaient une dérogation à l'exigence d'un agrément. Constatant que ces mesures perdaient de leur efficacité, le législateur a voulu éviter que les praticiens qui ont acquis une expérience suffisante dans les secteurs concernés perdent leur emploi.

Le critère de trois années d'expérience acquises à la date du 2 décembre 2013 n'est pas pertinent par rapport à cet objectif. En effet, les praticiens qui ont acquis ces trois années d'expérience entre cette date et le 27 août 2015, date d'entrée en vigueur de la disposition attaquée, se trouvent dans une situation identique à celle des praticiens qui bénéficient de la mesure transitoire qui y est fixée. Compte tenu de ce qu'ils ne disposent pas des qualifications requises ni d'un agrément pour exercer leur profession et qu'ils sont exclus du bénéfice de la disposition transitoire, ils risquent de perdre leur emploi alors qu'ils peuvent faire valoir une expérience utile de trois années tout comme c'est le cas pour ceux dont l'expérience a été acquise à la date du 2 décembre 2013. Cette date, qui correspond à celle de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal fixant les conditions d'agrément des praticiens des professions paramédicales, ne permet pas de justifier qu'alors que l'ancienne législation entendait protéger les droits acquis par les deux catégories, seule la seconde puisse continuer à en bénéficier et non la première.

B.10. Dans la mesure où il allègue la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, le moyen unique est fondé.

Il y a lieu d'annuler les mots « , au 2 décembre 2013, » dans l'article 153, § 3, alinéa 3, de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé.

B.11. Dès lors qu'un contrôle au regard des autres normes de référence citées dans le moyen ne saurait mener à une annulation plus étendue, il n'y a pas lieu d'examiner le moyen à cet égard.

Par ces motifs,

la Cour

annule les mots « , au 2 décembre 2013, » dans l'article 153, § 3, alinéa 3, de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, inséré par l'article 77 de la loi du 17 juillet 2015 portant des dispositions diverses en matière de santé.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 24 novembre 2016.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux

Le président,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2016/205964]

Uittreksel uit arrest nr. 148/2016 van 24 november 2016

Rolnummer : 6266

In zake : het beroep tot vernietiging van de woorden « op 2 december 2013 » in artikel 153, § 3, derde lid, van de « wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015 », ingevoegd bij artikel 77 van de wet van 17 juli 2015 houdende diverse bepalingen inzake gezondheid, ingesteld door Renaud Dumortier.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters A. Alen, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût en T. Giet, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 7 oktober 2015 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 8 oktober 2015, is beroep tot vernietiging ingesteld van de woorden « op 2 december 2013 » in artikel 153, § 3, derde lid, van de « wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015 », ingevoegd bij artikel 77 van de wet van 17 juli 2015 houdende diverse bepalingen inzake gezondheid (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 17 augustus 2015) door Renaud Dumortier, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. V. Letellier, advocaat bij de balie te Brussel.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1. De verzoekende partij vordert de vernietiging van de woorden « op 2 december 2013 » in artikel 153, § 3, derde lid, van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen (hierna: de wet van 10 mei 2015), ingevoegd bij artikel 77 van de wet van 17 juli 2015 houdende diverse bepalingen inzake gezondheid.

B.2.1. Sinds de wijziging ervan bij het bestreden artikel 77 bepaalt artikel 153, § 3, van de wet van 10 mei 2015 :

« In afwijking van artikel 72, § 1, mogen personen die niet voldoen aan de in artikel 72, § 2, tweede lid, gestelde kwalificatievoorwaarden maar die, op het moment waarop de lijst van de prestaties of de lijst van de handelingen in verband met het paramedisch beroep waartoe zij behoren gepubliceerd wordt, sinds minstens drie jaar deze prestaties of handelingen hebben uitgevoerd, dezelfde werkzaamheden blijven verrichten onder dezelfde voorwaarden als de beoefenaars van de paramedische beroepen die zulke prestaties of handelingen uitvoeren.

In afwijking van artikel 72, § 1, mogen personen die niet voldoen aan de in artikel 72, § 2, tweede lid, gestelde kwalificatievoorwaarden voor hun paramedisch beroep, waarvoor geen opleiding bestaat in de zin van bovengenoemde kwalificatievoorwaarden, dezelfde werkzaamheden blijven verrichten onder dezelfde voorwaarden als de beoefenaars van de paramedische beroepen die zulke prestaties of handelingen uitvoeren, voor zover zij op het moment waarop de eerste diploma's worden uitgereikt die een opleiding bekronen die overeenstemt met de in artikel 72, § 2, tweede lid, bedoelde voorwaarden, deze prestaties of handelingen uitvoeren.

In afwijking van het eerste lid en in afwijking van artikel 72, § 1, mogen personen die niet voldoen aan de in artikel 72, § 2, tweede lid, gestelde kwalificatievoorwaarden voor de beroepen van technoloog medische beeldvorming of medisch laboratorium technoloog, maar die op 2 december 2013 gedurende minstens drie jaar handelingen van het beroep van technoloog medische beeldvorming of medisch laboratorium technoloog hebben uitgevoerd, dezelfde handelingen blijven verrichten onder dezelfde voorwaarden als de technologen medische beeldvorming of de medisch laboratorium technologen die deze handelingen uitvoeren.

Op straffe van verlies van het voordeel verleend bij de bepaling van het eerste of tweede lid van deze paragraaf, moeten zij zich bij de minister bevoegd voor Volksgezondheid, bekend maken volgens een door de Koning vastgestelde procedure; bij deze gelegenheid vermelden zij de werkzaamheden waarvoor zij het voordeel van de verkregen rechten inroepen. De door de Koning bepaalde procedure zal onder meer de wijze vaststellen waarop het bewijs van de uitvoering van de in het eerste lid bedoelde prestaties of handelingen moet worden geleverd ».

B.2.2. Sinds de wijziging ervan bij artikel 171 van de wet van 10 mei 2015 bepaalt artikel 72 van die wet, waarnaar het voormelde artikel 153 verwijst :

« § 1. Buiten de beoefenaars, bedoeld in artikel 3, § 1, en de artikelen 4, 6, 43, 68/1 en 68/2 voor wat betreft de prestaties verbonden aan hun respectieve kunst, mag niemand prestaties verrichten die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 71, § 1, of handelingen uitvoeren die bedoeld zijn in artikel 69, 2° en 3°, die niet houder is van een erkenning afgegeven door de minister bevoegd voor Volksgezondheid.

§ 2. De Koning bepaalt, op advies van de Nationale Raad voor de paramedische beroepen, de voorwaarden en de regels tot het verkrijgen, het behouden en het intrekken van de in de eerste paragraaf bedoelde erkenning.

Deze erkenning mag enkel toegekend worden aan personen die voldoen aan de vereiste kwalificatievoorwaarden die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 71, § 1, of ter uitvoering van artikel 69, 2° en 3°.

§ 3. De paragrafen 1 en 2 hebben enkel betrekking [op] de beroepsbeoefenaars ten aanzien van wie de Koning reeds de inwerkingtreding heeft bepaald overeenkomstig artikel 183 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen. Voor de andere beroepsbeoefenaars gelden, tot op het ogenblik dat de Koning ten aanzien van hen de inwerkingtreding heeft bepaald overeenkomstig artikel 183 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen, de hierna volgende bepalingen :

Niemand mag, met uitzondering van de beoefenaars, bedoeld in artikel 3, § 1, en de artikelen 4, 6, 43, 68/1 en 68/2 voor wat betreft de prestaties verbonden aan hun respectievelijke kunst, prestaties verrichten die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 71, § 1, of handelingen uitvoeren die bedoeld zijn in artikel 69, 2° en 3°, indien hij geen bewijs van de vereiste kwalificaties kan overleggen en indien hij zijn titels door de in artikel 118 bepaalde geneeskundige commissie, die bevoegd is overeenkomstig de plaats waar hij voornemens is zich te vestigen, niet heeft doen viseren.

Bij het verlenen van het visum gaat de commissie over tot de registratie van de belanghebbende overeenkomstig de door de Koning bepaalde modaliteiten.

Het visum wordt verleend tegen betaling van een bijdrage. De Koning bepaalt de bedragen en de betalingsmodaliteiten van deze bijdrage ».

B.2.3. De vereisten om het beroep van medisch laboratorium technoloog uit te oefenen zijn vastgelegd bij het koninklijk besluit van 2 juni 1993 « betreffende het beroep van medisch laboratorium technoloog ».

De uitoefening van het beroep is voorbehouden aan personen die houder zijn van een diploma dat een opleiding bekroont van minstens drie jaar in het kader van voltijds hoger onderwijs, die met vrucht een stage doorlopen hebben van 600 uren in klinische chemie, hematologie en microbiologie, ten bewijze waarvan de kandidaat een stageboek moet bijhouden, en die hun beroepskennis en -vaardigheden hebben onderhouden en bijgewerkt via bijscholing die bestaat uit persoonlijke studie en deelname aan door instellingen en organisaties ingerichte vormingsactiviteiten (artikel 3).

De vereisten voor de uitoefening van het beroep van technoloog medische beeldvorming zijn voorgeschreven bij het koninklijk besluit van 28 februari 1997 « betreffende de beroepstitel en de kwalificatievereisten voor de uitoefening van het beroep van technoloog medische beeldvorming en houdende vaststelling van de lijst van handelingen waarmee deze laatste door een arts kan worden belast ».

Het koninklijk besluit voorziet, in artikel 3 ervan, in soortgelijke vereisten als die welke zijn voorgeschreven voor de uitoefening van het beroep van medisch laboratorium technoloog, te dezen het bezit van een diploma, het volbrengen van een stage en het volgen van bijscholing.

B.2.4. Zoals blijkt uit artikel 72, § 1, van de wet van 10 mei 2015, moeten de personen die het beroep van medisch laboratorium technoloog of van technoloog medische beeldvorming wensen uit te oefenen, naast de hiervoor beschreven kwalificaties, houder zijn van een erkenning afgegeven door de minister bevoegd voor volksgezondheid.

De voorwaarden voor het verkrijgen van die erkenning zijn vastgesteld bij het koninklijk besluit van 18 november 2004 betreffende de erkenning van de beoefenaars van de paramedische beroepen, waarvan artikel 20 de Koning ermee heeft belast, per betrokken paramedisch beroep, de datum van inwerkingtreding te bepalen.

Die datum is voor de beroepen van medisch laboratorium technoloog en van technoloog medische beeldvorming, bij twee koninklijke besluiten van 7 november 2013, bepaald op 2 december 2013.

B.3. Het enige middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 23, derde lid, 1°, van de Grondwet en met artikel 6 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten.

De verzoekende partij voert aan dat door terug te werken tot op de datum van 2 december 2013, de bestreden bepaling enkel rekening houdt met de verworven nuttige beroepservaring, waarbij zij aldus de beroepsbeoefenaars die drie jaar beroepservaring hebben verworven tussen 3 december 2013 en de datum van inwerkingtreding van de bestreden bepaling, 27 augustus 2015, van het voordeel van de maatregel uitsluit zonder dat zulks redelijk verantwoord wordt.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het middel

B.4.1. De Ministerraad betoogt in zijn memorie dat het enige middel niet ontvankelijk is, enerzijds, om de reden dat het niet het beginsel van de niet-retroactiviteit van de wetten als referentienorm betreft, en, anderzijds, in zoverre het het niet mogelijk zou maken de vergeleken categorieën van personen te onderscheiden.

B.4.2. Om te voldoen aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, moeten de middelen van het verzoekschrift te kennen geven welke van de regels waarvan het Hof de naleving waarborgt, zouden geschonden zijn, alsook welke de bepalingen zijn die deze regels zouden schenden, en uiteenzetten in welk opzicht die regels door de bedoelde bepalingen zouden zijn geschonden.

B.4.3. Uit het verzoekschrift blijkt voldoende dat daarin het bestaan wordt aangeklaagd van een discriminerend verschil in behandeling ten aanzien van de beroepsbeoefenaars die vóór de datum van 2 december 2013 drie jaar beroepservaring hebben verworven en diegenen die die drie jaar beroepservaring hebben verworven tussen 3 december 2013 en 27 augustus 2015, in zoverre die laatste het voordeel van de overgangsmaatregel waarin is voorzien bij het bestreden artikel 77 niet kunnen genieten.

B.4.4. De exceptie wordt verworpen.

Ten gronde

B.5. Het staat in beginsel aan de wetgever te beoordelen of een wetswijziging moet samengaan met overgangsmaatregelen teneinde rekening te houden met de rechtmatige verwachtingen van de betrokken personen en het komt hem toe te bepalen onder welke voorwaarden en binnen welke termijnen ten aanzien van die personen van de nieuwe bepaling zal worden afgeweken.

Inherent aan een overgangsregeling is dat een onderscheid wordt gemaakt tussen personen die betrokken zijn bij rechtstoestanden die onder het toepassingsgebied van die regeling vallen en personen die betrokken zijn bij rechtstoestanden die onder het toepassingsgebied van een nieuwe regeling vallen. Een dergelijk onderscheid houdt op zich geen schending in van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet: elke overgangsbepaling zou onmogelijk zijn, indien zou worden aangenomen dat zulke bepalingen de voormelde grondwetsbepalingen zouden schenden om de enkele reden dat zij afwijken van de toepassingsvoorwaarden van de nieuwe wetgeving.

Overgangsmaatregelen moeten echter algemeen zijn en gebaseerd zijn op objectieve en pertinente criteria die verantwoord zijn waarom voor sommige personen tijdelijk maatregelen gelden die afwijken van de regeling die door de nieuwe norm is vastgesteld.

B.6.1. Met betrekking tot de in de bestreden bepaling vervatte overgangsmaatregel vermeldt de parlementaire voorbereiding van de wet van 17 juli 2015:

« Deze bepaling voorziet, in artikel 54ter, § 3, van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, in een nieuwe overgangsmaatregel, in de vorm van 'verworven rechten'. Personen die het beroep van technoloog medische beeldvorming of medisch laboratorium technoloog uitoefenen terwijl ze niet voldoen aan de kwalificatievoorwaarden die voor deze beroepen zijn bepaald maar die op de datum van inwerkingtreding van de erkenning van de beoefenaars van de paramedische beroepen voor hun specifieke beroepen, met name 2 december 2013, gedurende minstens drie jaar handelingen van een van die beroepen hebben uitgevoerd, hebben de mogelijkheid om dat beroep onder dezelfde voorwaarden te blijven uitoefenen.

Deze nieuwe overgangsmaatregel die is toegekend aan personen die het beroep van technoloog medische beeldvorming of medisch laboratorium technoloog uitoefenen, kan worden verantwoord gelet op het gelijkheidsprincipe.

Het paramedisch personeel vormt geen geheel.

Elk paramedisch beroep is een volledig beroep dat het voorwerp van specifieke bepalingen kan uitmaken wegens de specifieke kenmerken die eigen zijn aan dit beroep.

De specifieke kenmerken van de beroepssectoren die eigen zijn aan de medische beeldvorming technologieën en aan de medische laboratoriumtechnologieën verantwoord objectief en redelijkerwijs de goedkeuring van de geplande wettelijke bepaling teneinde voor een zeer groot aantal beroepsbeoefenaars uit deze sectoren te voorkomen dat ze hun werk zouden verliezen en voor hun werkgevers, met name de ziekenhuizen, te voorkomen dat ze niet meer aan hun personeelsbehoeften zouden kunnen voldoen.

Gelet op het verstrijken van een termijn van plus minus twintig jaar sinds de publicatie van de koninklijke besluiten tot vaststelling van de kwalificatievoorwaarden voor deze beide beroepen, is een deel van de overgangsmaatregelen zoals bepaald in artikel 54ter van het KB nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen niet meer efficiënt, meer in het bijzonder de 'verworven rechten' die een afwijking zijn van de vereiste van noodzakelijkheid van een erkenning en die bepaald zijn in artikel 54ter, § 3, van het voornoemde KB nr. 78 van 10 november 1967.

Indien de geplande bepaling niet wordt goedgekeurd, zullen de ziekenhuizen bijgevolg in een uiterst moeilijke situatie terechtkomen, aangezien te weinig beroepsbeoefenaars hun erkenning zullen krijgen om te voldoen aan de personeelsbehoeften.

Bovendien zal het voor de scholen die de opleidingen inzake technoloog medische beeldvorming of medisch laboratorium technoloog verstrekken onmogelijk zijn om de vereiste opleidingen op tijd te verstrekken om aan deze personeelsbehoeften te voldoen » (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-1161/001, pp. 60-62).

B.6.2. Het blijkt dat de wetgever, enerzijds, heeft willen voorkomen dat een groot aantal beroepsbeoefenaars hun werk verliezen aangezien zij de voor hun beroep bepaalde kwalificatievoorwaarden niet vervullen maar zich op een voldoende ervaring kunnen beroepen en, anderzijds, ervoor heeft willen zorgen dat de ziekenhuizen aan hun personeelsbehoeften kunnen blijven voldoen.

B.7. De overgangsmaatregel vervat in de in het geding zijnde bepaling heeft een algemeen karakter en berust op een objectief criterium, namelijk de verplichting om op datum van 2 december 2013 over een beroepservaring van drie jaar te beschikken.

B.8. Het Hof dient echter te onderzoeken of het gebruikte criterium relevant is ten opzichte van de door de wetgever nagestreefde doelstellingen en of de maatregel niet op onevenredige wijze afbreuk doet aan de rechten van de beroepsbeoefenaars die die ervaring van drie jaar hebben verworven tussen 3 december 2013 en 27 augustus 2015.

B.9. Zoals blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de bestreden bepaling, heeft de wetgever de verworven rechten willen vrijwaren van de personen die het beroep van medisch laboratorium technoloog of technoloog medische beeldvorming reeds uitoefenen maar die niet voldoen aan de voor die beroepen vereiste kwalificatievoorwaarden. Hij is in dat verband ervan uitgegaan dat het feit gedurende drie jaar de handelingen van een van die beroepen te

hebben gesteld, kan volstaan om de bekwaamheid te bewijzen die van de betrokken beroepsbeoefenaars wordt vereist opdat ze hun beroep kunnen blijven uitoefenen. Wat betreft de datum van 2 december 2013, waarop die drie jaar ervaring moeten zijn verworven, is die keuze verantwoord door het feit dat het gaat om de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de beoefenaars van de paramedische beroepen.

Zoals de Ministerraad in zijn memorie doet opmerken, konden de betrokken beroepsbeoefenaars vanaf die datum niet onwetend zijn over het feit dat er voor de uitoefening van hun beroep kwalificatie- en erkenningsvoorwaarden waren gesteld.

Zoals blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de wet, waren er echter overgangsmaatregelen bepaald in artikel 54^{ter} van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, in het bijzonder wat betreft de verworven rechten die een afwijking vormden van de vereiste van een erkenning. Omdat de wetgever vaststelde dat die maatregelen aan doeltreffendheid inboetten, heeft hij willen voorkomen dat de beroepsbeoefenaars die in de betrokken sectoren voldoende ervaring hebben verworven, hun werk verliezen.

Het criterium van drie jaar ervaring verworven op datum van 2 december 2013 is niet relevant ten opzichte van die doelstelling. De beroepsbeoefenaars die die drie jaar ervaring hebben verworven tussen die datum en 27 augustus 2015, datum van inwerkingtreding van de bestreden bepaling, bevinden zich immers in eenzelfde situatie als die van de beroepsbeoefenaars die het voordeel van de daarin vastgelegde overgangsmaatregel genieten. Gelet op het feit dat zij niet over de vereiste kwalificaties beschikken, noch over een erkenning om hun beroep uit te oefenen en dat zij van het voordeel van de overgangsbepaling zijn uitgesloten, lopen zij het gevaar hun werk te verliezen terwijl zij een nuttige ervaring van drie jaar kunnen doen gelden net zoals dat het geval is voor diegenen wier ervaring is verworven op datum van 2 december 2013. Die datum, die overeenstemt met die van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de beoefenaars van de paramedische beroepen, maakt het niet mogelijk te verantwoorden dat, terwijl de vroegere wetgeving de door beide categorieën verworven rechten wenste te beschermen, alleen de tweede het voordeel ervan kan blijven genieten en niet de eerste.

B.10. In zoverre het de schending aanvoert van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, is het enige middel gegrond.

Derhalve dienen de woorden « op 2 december 2013 » in artikel 153, § 3, derde lid, van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen te worden vernietigd.

B.11. Nu een toetsing aan de overige in het middel aangehaalde referentienormen niet zou kunnen leiden tot een ruimere vernietiging, is er geen aanleiding om het middel in dat opzicht te onderzoeken.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt de woorden « op 2 december 2013 » in artikel 153, § 3, derde lid, van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, ingevoegd bij artikel 77 van de wet van 17 juli 2015 houdende diverse bepalingen inzake gezondheid.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 24 november 2016.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2016/205964]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 148/2016 vom 24. November 2016

Geschäftsverzeichnisnummer 6266

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Wortfolge «zum 2. Dezember 2013» in Artikel 153 § 3 Absatz 3 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe, eingefügt durch Artikel 77 des Gesetzes vom 17. Juli 2015 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Gesundheit, erhoben von Renaud Dumortier.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern A. Alen, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût und T. Giet, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 7. Oktober 2015 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 8. Oktober 2015 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Renaud Dumortier, unterstützt und vertreten durch RA V. Letellier, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung der Wortfolge «zum 2. Dezember 2013» in Artikel 153 § 3 Absatz 3 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe, eingefügt durch Artikel 77 des Gesetzes vom 17. Juli 2015 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Gesundheit (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 17. August 2015).

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

B.1. Die klagende Partei beantragt die Nichtigerklärung der Wortfolge «zum 2. Dezember 2013» in Artikel 153 § 3 Absatz 3 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe (nachstehend: Gesetz vom 10. Mai 2015), eingefügt durch Artikel 77 des Gesetzes vom 17. Juli 2015 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Gesundheit.

B.2.1. Seit seiner Abänderung durch den angefochtenen Artikel 77 bestimmt Artikel 153 § 3 des Gesetzes vom 10. Mai 2015:

«In Abweichung von Artikel 72 § 1 dürfen Personen, die die in Artikel 72 § 2 Absatz 2 gestellten Qualifikationsbedingungen nicht erfüllen, am Tag der Veröffentlichung der Liste der Leistungen oder der Liste der fachlichen Handlungen des auf sie zutreffenden Heilhilfsberufs solche Leistungen beziehungsweise Handlungen aber mindestens drei Jahre lang erbracht beziehungsweise verrichtet haben, weiterhin dieselben Tätigkeiten unter denselben Bedingungen ausüben wie die Fachkräfte der Heilhilfsberufe, die diese Leistungen erbringen beziehungsweise diese Handlungen verrichten.

In Abweichung von Artikel 72 § 1 dürfen Personen, die die in Artikel 72 § 2 Absatz 2 gestellten Qualifikationsbedingungen für ihren Heilhilfsberuf, für den es eine Ausbildung im Sinne der oben erwähnten Qualifikationsbedingungen nicht gibt, nicht erfüllen, weiterhin dieselben Tätigkeiten unter denselben Bedingungen ausüben wie die Fachkräfte der Heilhilfsberufe, die diese Leistungen erbringen beziehungsweise diese Handlungen verrichten, sofern sie diese Leistungen bereits erbringen beziehungsweise diese Handlungen bereits verrichten, wenn die ersten Diplome ausgestellt werden, die eine die in Artikel 72 § 2 Absatz 2 erwähnten Bedingungen erfüllende Ausbildung abschließen.

In Abweichung von Absatz 1 und in Abweichung von Artikel 72 § 1 dürfen Personen, die die in Artikel 72 § 2 Absatz 2 gestellten Qualifikationsbedingungen für die Berufe des Technologen für bildgebende Diagnoseverfahren oder des medizinisch-technischen Laboratoriumsassistenten nicht erfüllen, zum 2. Dezember 2013 die fachlichen Handlungen eines Technologen für bildgebende Diagnoseverfahren oder eines medizinisch-technischen Laboratoriumsassistenten aber während mindestens drei Jahren verrichtet haben, weiterhin dieselben Tätigkeiten unter denselben Bedingungen ausüben wie die Technologen für bildgebende Diagnoseverfahren oder die medizinisch-technischen Laboratoriumsassistenten, die diese Handlungen verrichten.

Um den in Absatz 1 oder Absatz 2 des vorliegenden Paragraphen vorgesehenen Vorteil nicht zu verlieren, sind sie verpflichtet, sich gemäß einem vom König festgelegten Verfahren beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Volksgesundheit gehört, zu melden; bei dieser Gelegenheit geben sie die Tätigkeiten an, für die sie den Vorteil der erworbenen Rechte beanspruchen. Das vom König festgelegte Verfahren wird insbesondere bestimmen, wie der Beweis der Erbringung beziehungsweise der Verrichtung der in Absatz 1 erwähnten Leistungen beziehungsweise Handlungen erbracht werden muss».

B.2.2. Seit seiner Abänderung durch Artikel 171 des Gesetzes vom 10. Mai 2015 bestimmt Artikel 72 dieses Gesetzes, auf den der vorerwähnte Artikel 153 verweist:

«§ 1. Außer den in Artikel 3 § 1 und in den Artikeln 4, 6, 43, 68/1 und 68/2 erwähnten Fachkräften, sofern es sich um mit ihrer jeweiligen Kunst einhergehende Leistungen handelt, darf niemand die in Ausführung von Artikel 71 § 1 näher bestimmten Leistungen erbringen oder die in Artikel 69 Nr. 2 und 3 erwähnten Handlungen verrichten, wenn er nicht Inhaber einer vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Volksgesundheit gehört, ausgestellten Zulassung ist.

§ 2. Der König bestimmt auf Stellungnahme des Nationalen Rates der Heilhilfsberufe die Bedingungen und Regeln für die Erlangung, die Beibehaltung und den Entzug der in § 1 erwähnten Zulassung.

Diese Zulassung darf nur den Personen erteilt werden, die die gestellten Qualifikationsbedingungen erfüllen, die in Ausführung von Artikel 71 § 1 oder in Ausführung der in Artikel 69 Nr. 2 und 3 erwähnten Handlungen näher bestimmt sind.

§ 3. Die Paragraphen 1 und 2 betreffen nur die Fachkräfte, für die der König das Inkrafttreten schon gemäß Artikel 183 des Gesetzes vom 25. Januar 1999 zur Festlegung sozialer Bestimmungen festgelegt hat. Für die anderen Fachkräfte gelten bis zu dem Zeitpunkt, wo der König gemäß Artikel 183 des Gesetzes vom 25. Januar 1999 zur Festlegung sozialer Bestimmungen das Inkrafttreten festlegen wird, folgende Bestimmungen:

Außer den in Artikel 3 § 1 und in den Artikeln 4, 6, 43, 68/1 und 68/2 erwähnten Fachkräften, sofern es sich um mit ihrer jeweiligen Kunst einhergehende Leistungen handelt, darf niemand die in Ausführung von Artikel 71 § 1 näher bestimmten Leistungen erbringen oder in Artikel 69 Nr. 2 und 3 erwähnte Handlungen verrichten, wenn er die gestellten Qualifikationsbedingungen nicht nachweislich erfüllt und seine Befähigungsnachweise nicht von der in Artikel 18 erwähnten medizinischen Kommission, die aufgrund des von ihm vorgesehenen Niederlassungsortes zuständig ist, hat beglaubigen lassen.

Anlässlich dieser Beglaubigung nimmt die Kommission die Registrierung des Betreffenden gemäß den vom König festgelegten Modalitäten vor.

Die Beglaubigung wird gegen Zahlung einer Gebühr erteilt. Der König legt die Beträge und die Modalitäten für die Zahlung dieser Gebühr fest».

B.2.3. Die Voraussetzungen für die Ausübung des Berufs des medizinisch-technischen Laboratoriumsassistenten sind im königlichen Erlass vom 2. Juni 1993 «über den Beruf des medizinisch-technischen Laboratoriumsassistenten» festgelegt.

Die Ausübung des Berufs ist Personen vorbehalten, die Inhaber des Abschlussdiploms einer mindestens dreijährigen Ausbildung im Rahmen des Vollzeithochschulunterrichts sind, die erfolgreich ein Praktikum von 600 Stunden in klinischer Chemie, Hämatologie und Mikrobiologie geleistet haben, zu dessen Nachweis der Kandidat ein Praktikumsbuch führen muss, und die ihre Berufskennnisse und beruflichen Fähigkeiten durch Weiterbildung gepflegt und aktualisiert haben, welche aus persönlichem Studium und der Teilnahme an von Institutionen und Einrichtungen organisierten Ausbildungsaktivitäten besteht (Artikel 3).

Die Voraussetzungen für die Ausübung des Berufs des Technologen für bildgebende Diagnoseverfahren sind im königlichen Erlass vom 28. Februar 1997 «über die Berufsbezeichnung und die Befähigungsbedingungen für die Ausübung des Berufs des Technologen für bildgebende Diagnoseverfahren und zur Festlegung der Liste der Handlungen, mit denen Letzterer von einem Arzt beauftragt werden kann» festgelegt.

Der königliche Erlass sieht in seinem Artikel 3 ähnliche Voraussetzungen vor wie diejenigen, die für die Ausübung des Berufs des medizinisch-technischen Laboratoriumsassistenten festgelegt sind, d.h. den Besitz eines Diploms, die Leistung eines Praktikums und die Belegung von Weiterbildung.

B.2.4. Wie aus Artikel 72 § 1 des Gesetzes vom 10. Mai 2015 hervorgeht, müssen die Personen, die den Beruf des medizinisch-technischen Laboratoriumsassistenten oder des Technologen für bildgebende Diagnoseverfahren ausüben möchten, neben den vorstehend beschriebenen Qualifikationen Inhaber einer vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Volksgesundheit gehört, ausgestellten Zulassung sein.

Die Bedingungen für die Erlangung dieser Zulassung sind im königlichen Erlass vom 18. November 2004 über die Zulassung der Heilhilfsberufler festgelegt, dessen Artikel 20 den König damit beauftragt hat, für jeden Heilhilfsberuf das Datum des Inkrafttretens zu bestimmen.

Dieses Datum ist für die Berufe des medizinisch-technischen Laboratoriumsassistenten und des Technologen für bildgebende Diagnoseverfahren durch zwei königliche Erlasse vom 7. November 2013 auf den 2. Dezember 2013 festgelegt worden.

B.3. Der einzige Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung und mit Artikel 6 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte.

Die klagende Partei macht geltend, dass die angefochtene Bestimmung durch die Rückwirkung auf den 2. Dezember 2013 nur die erworbene zweckdienliche Berufserfahrung berücksichtigt, wobei sie also die Fachkräfte, die zwischen dem 3. Dezember 2013 und dem Datum des Inkrafttretens der angefochtenen Bestimmung, d.h. dem 27. August 2015 die dreijährige Berufserfahrung erworben hätten, ohne vernünftige Rechtfertigung vom Vorteil der Maßnahme ausschließt.

In Bezug auf die Zulässigkeit des Klagegrunds

B.4.1. Der Ministerrat bringt in seinem Schriftsatz vor, dass der einzige Klagegrund unzulässig sei, weil er nicht den Grundsatz der Nichtrückwirkung der Gesetze als Bezugsnorm betreffe, einerseits und er es nicht ermöge, die verglichenen Personenkategorien zu unterscheiden, andererseits.

B.4.2. Um den Erfordernissen nach Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof zu entsprechen, müssen die in der Klageschrift vorgebrachten Klagegründe angeben, welche Vorschriften, deren Einhaltung der Gerichtshof gewährleistet, verletzt wären und welche Bestimmungen gegen diese Vorschriften verstoßen würden, und darlegen, in welcher Hinsicht diese Vorschriften durch die fraglichen Bestimmungen verletzt würden.

B.4.3. Aus der Klageschrift ist ausreichend ersichtlich, dass darin das Vorhandensein eines diskriminierenden Behandlungsunterschieds zwischen Fachkräften, die vor dem 2. Dezember 2013 eine dreijährige Berufserfahrung erworben haben, und Fachkräften, die diese dreijährige Berufserfahrung zwischen dem 3. Dezember 2013 und dem 27. August 2015 erworben haben, beanstandet wird, insofern Letztere den Vorteil der im angefochtenen Artikel 77 vorgesehenen Übergangsmaßnahme nicht genießen könnten.

B.4.4. Die Einrede wird abgewiesen.

Zur Hauptsache

B.5. Es ist im Prinzip Sache des Gesetzgebers zu beurteilen, ob eine Gesetzesänderung mit Übergangsmaßnahmen einhergehen muss, um die berechtigten Erwartungen der betreffenden Personen zu berücksichtigen, und es steht ihm zu zu bestimmen, unter welchen Bedingungen und innerhalb welcher Fristen für diese Personen von der neuen Bestimmung abgewichen wird.

Es ist kennzeichnend für eine Übergangsregelung, dass unterschieden wird zwischen Personen, die von Rechtssituationen betroffen sind, auf die diese Regelung Anwendung findet, und Personen, die von Rechtssituationen betroffen sind, auf die eine neue Regelung Anwendung findet. Ein solcher Unterschied beinhaltet an sich keinen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, denn jegliche Übergangsbestimmung wäre unmöglich, wenn man davon ausgegangen würde, dass solche Bestimmungen aus dem bloßen Grund gegen die vorerwähnten Verfassungsbestimmungen verstoßen würden, dass sie von den Anwendungsbedingungen der neuen Rechtsvorschriften abweichen.

Übergangsmaßnahmen müssen jedoch allgemein sein und auf objektiven und sachdienlichen Kriterien beruhen, die begründen, warum für gewisse Personen zeitweise Maßnahmen gelten, die von der durch die neue Norm festgelegten Regelung abweichen.

B.6.1. Bezüglich der in der fraglichen Bestimmung enthaltenen Übergangsmaßnahme heißt es in den Vorarbeiten zum Gesetz vom 17. Juli 2015:

«Diese Bestimmung sieht in Artikel 54ter § 3 des königlichen Erlasses Nr. 78 vom 10. November 1967 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe eine neue Übergangsmaßnahme in der Form 'erworbener Rechte' vor. Personen, die den Beruf des Technologen für bildgebende Diagnoseverfahren oder des medizinisch-technischen Laboratoriumsassistenten ausüben, während sie nicht die für diese Berufe festgelegten Qualifikationsbedingungen erfüllen aber am Datum des Inkrafttretens der Zulassung der Heilhilfsberufler für ihre spezifischen Berufe, und zwar am 2. Dezember 2013, während mindestens drei Jahren Handlungen eines dieser Berufe verrichtet haben, haben die Möglichkeit, diesen Beruf weiterhin unter denselben Bedingungen auszuüben.

Diese neue Übergangsmaßnahme, die Personen gewährt wird, die den Beruf des Technologen für bildgebende Diagnoseverfahren oder des medizinisch-technischen Laboratoriumsassistenten ausüben, lässt sich angesichts des Gleichheitsgrundsatzes rechtfertigen.

Das Heilhilfspersonal bildet ein Ganzes.

Jeder Heilhilfsberuf ist ein vollwertiger Beruf, der wegen der spezifischen Merkmale, die ihm eigen sind, Gegenstand spezifischer Bestimmungen sein kann.

Die spezifischen Merkmale der Berufssektoren, die den Technologen für bildgebende Diagnoseverfahren und den medizinisch-technischen Laboratoriumsassistenten eigen sind, rechtfertigen objektiv und vernünftigerweise die Annahme der geplanten Gesetzesbestimmung, damit für eine sehr große Anzahl von Fachkräften aus diesen Sektoren verhindert wird, dass sie ihre Stelle verlieren, und für ihre Arbeitgeber, insbesondere die Krankenhäuser, dass ihr Personalbedarf nicht mehr gedeckt ist.

Nachdem seit der Veröffentlichung der königlichen Erlasse zur Festlegung der Qualifikationsbedingungen für diese beiden Berufe ein Zeitraum von etwa zwanzig Jahren verstrichen ist, ist ein Teil der in Artikel 54ter des königlichen Erlasses Nr. 78 vom 10. November 1967 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe vorgesehenen Übergangsmaßnahmen nicht mehr zweckmäßig, insbesondere hinsichtlich der 'erworbenen Rechte', die eine Abweichung von dem Erfordernis einer Zulassung darstellen und in Artikel 54ter § 3 des vorerwähnten königlichen Erlasses Nr. 78 vom 10. November 1967 erwähnt sind.

Wird die geplante Bestimmung nicht angenommen, so werden die Krankenhäuser demzufolge in eine äußerst schwierige Situation geraten, da zu wenige Fachkräfte ihre Zulassung bekommen werden und der Personalbedarf somit nicht mehr gedeckt werden kann.

Außerdem wird es den Schulen, die die Ausbildungen zum Technologen für bildgebende Diagnoseverfahren und zum medizinisch-technischen Laboratoriumsassistenten erteilen, unmöglich sein, die erforderlichen Ausbildungen rechtzeitig zu erteilen, damit dieser Personalbedarf gedeckt werden kann» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-1161/001, SS. 60-62).

B.6.2. Es zeigt sich, dass der Gesetzgeber einerseits verhindern wollte, dass zahlreiche Fachkräfte ihre Stelle verlieren, wobei sie die für ihren Beruf festgelegten Qualifikationsbedingungen nicht erfüllen aber sich auf eine ausreichende Erfahrung berufen können, und andererseits dafür Sorge tragen wollte, dass die Krankenhäuser ihren Personalbedarf weiterhin decken können.

B.7. Die in der fraglichen Bestimmung enthaltene Übergangsmaßnahme ist allgemeiner Art und beruht auf einem objektiven Kriterium, nämlich der Verpflichtung, zum 2. Dezember 2013 über eine dreijährige Berufserfahrung zu verfügen.

B.8. Der Gerichtshof hat jedoch zu prüfen, ob das verwendete Kriterium angesichts der vom Gesetzgeber verfolgten Zielsetzungen relevant ist und ob die Maßnahme die Rechte der Fachkräfte, die diese dreijährige Erfahrung zwischen dem 3. Dezember 2013 und dem 27. August 2015 erworben haben, nicht auf unverhältnismäßige Weise beeinträchtigt.

B.9. Wie aus den Vorarbeiten zur angefochtenen Bestimmung hervorgeht, hat der Gesetzgeber die erworbenen Rechte jener Personen wahren wollen, die den Beruf des medizinisch-technischen Laboratoriumsassistenten oder des Technologen für bildgebende Diagnoseverfahren bereits ausüben aber nicht die für diese Berufe vorgeschriebenen Qualifikationsbedingungen erfüllen. In diesem Zusammenhang ist er davon ausgegangen, dass die Tatsache,

die Handlungen eines dieser Berufe drei Jahre lang verrichted zu haben, genügen kann, um die Fähigkeit nachzuweisen, die von den betreffenden Fachkräften verlangt wird, damit sie ihren Beruf weiterhin ausüben können. Die Entscheidung für das Datum des 2. Dezember 2013, an dem diese dreijährige Erfahrung erworben sein muss, beruht darauf, dass es sich um das Datum des Inkrafttretens des königlichen Erlasses zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung der Heilhilfsberufler handelt.

Wie der Ministerrat in seinem Schriftsatz hervorhebt, konnten die betreffenden Fachkräften ab diesem Datum nicht in Unkenntnis darüber sein, dass für die Ausübung ihres Berufs Qualifikations- und Zulassungsbedingungen vorgesehen waren.

Wie aus den Vorarbeiten zum Gesetz hervorgeht, waren aber in Artikel 54ter des königlichen Erlasses Nr. 78 vom 10. November 1967 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe Übergangsmaßnahmen vorgesehen, insbesondere hinsichtlich der erworbenen Rechte, die eine Abweichung von dem Erfordernis einer Zulassung darstellten. Da der Gesetzgeber feststellte, dass diese Maßnahmen an Zweckmäßigkeit eingebüßt hatten, hat er verhindern wollen, dass die Fachkräften, die in den betreffenden Sektoren eine ausreichende Erfahrung erworben hatten, ihre Stelle verlieren.

Das Kriterium der zum 2. Dezember 2013 erworbenen dreijährigen Erfahrung ist angesichts dieser Zielsetzung nicht relevant. Die Fachkräften, die diese dreijährige Erfahrung zwischen diesem Datum und dem 27. August 2015 – dem Datum des Inkrafttretens der angefochtenen Bestimmung – erworben haben, befinden sich nämlich in der gleichen Lage wie die Fachkräften, die den Vorteil der darin vorgesehenen Übergangsmaßnahme genießen. In Anbetracht dessen, dass sie weder über die erforderlichen Qualifikationen verfügen, noch über eine Zulassung zur Ausübung ihres Berufs, und dass sie vom Vorteil der Übergangsbestimmung ausgeschlossen sind, laufen sie Gefahr, ihre Stelle zu verlieren, während sie eine dreijährige zweckdienliche Berufserfahrung geltend machen können, genauso wie es bei denjenigen der Fall ist, deren Erfahrung zum 2. Dezember 2013 erworben ist. Dieses Datum, das dem Datum des Inkrafttretens des königlichen Erlasses zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung der Heilhilfsberufler entspricht, ermöglicht es nicht, eine Rechtfertigung dafür zu bieten, dass, während die früheren Rechtsvorschriften die von den beiden Kategorien erworbenen Rechte schützen wollten, nur die zweite Kategorie weiterhin deren Vorteil genießen kann, die erste Kategorie aber nicht.

B.10. Insofern, als darin ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung angeführt wird, ist der einzige Klagegrund begründet.

Daher ist die Wortfolge «zum 2. Dezember 2013» in Artikel 153 § 3 Absatz 3 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe für nichtig zu erklären.

B.11. Da eine Prüfung anhand der übrigen im Klagegrund angeführten Bezugsnormen nicht zu einer weiterreichenden Nichtigerklärung führen könnte, braucht der Klagegrund nicht in dieser Hinsicht geprüft zu werden.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt die Wortfolge «zum 2. Dezember 2013» in Artikel 153 § 3 Absatz 3 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe, eingefügt durch Artikel 77 des Gesetzes vom 17. Juli 2015 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Gesundheit, für nichtig.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 24. November 2016.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2016/205965]

Uittreksel uit arrest nr. 149/2016 van 24 november 2016

Rolnummer : 6329

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 46, § 1, eerste lid, 7°, d), van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, ingesteld door Alain Van Laere en Dariusz Golebiowski.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters E. De Groot en J. Spreutels, en de rechters L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Moerman, F. Daoût en T. Giet, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter E. De Groot, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 6 januari 2016 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 7 januari 2016, is, ingevolge het arrest van het Hof nr. 62/2015 van 21 mei 2015 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 8 juli 2015), beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 46, § 1, eerste lid, 7°, d), van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 door Alain Van Laere en Dariusz Golebiowski, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. A. Verhaegen, advocaat bij de balie te Mechelen.

Op 26 januari 2016 hebben de rechters-verslaggevers E. De Groot en J.-P. Moerman, met toepassing van artikel 72, eerste lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, het Hof ervan in kennis gesteld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht voor te stellen het onderzoek van de zaak af te doen met een arrest gewezen op voorafgaande rechtspleging.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van artikel 46, § 1, eerste lid, 7°, d), van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, ingevoegd bij artikel 97 van de wet van 24 december 1999 houdende sociale en diverse bepalingen.

B.2.1. Het beroep tot vernietiging is ingesteld op grond van artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, dat bepaalt dat een nieuwe termijn van zes maanden openstaat voor het instellen, door onder meer iedere natuurlijke of rechtspersoon die doet blijken van een belang, van een beroep tot vernietiging van een wet wanneer het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, heeft verklaard dat die wet met name het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie schendt.

B.2.2. De verzoekende partijen waren in 2012 het slachtoffer van een arbeidsongeval bij een werkgever die in 2007 door de sociaal inspecteur in gebreke was gesteld voor zwaarwichtige inbreuken op de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.